

AUTONOMIE, ALERTE SUR LA STATION DE MÉTRO GALLIÉNI

Les retraités CGT ont adressé des courriers aux responsables de la RATP, avec une copie à la Présidente de la Région Ile-de France qui a annoncé faire de cette question d'autonomie une priorité pour 2026

Monsieur Jean AGULHON
Président du CSE central de la RATP
54, Quai de la Rapée
75012 Paris

Monsieur Xavier PIECHACZYK
PDG de la RATP
54, Quai de la Rapée
75012 Paris

Bagnolet, le 15 juin 2026

Madame Valérie PECRESSE
Présidente de l'Ile de France Mobilités
396 rue de Châteaudun
75004 Paris



Monsieur Xavier PIECHACZYK
PDG de la RATP
54, Quai de la Rapée
75012 Paris

Bagnolet, le 15 juin 2026

Monsieur le Président Directeur Général,

Le Collectif « retraités » de l'Union Locale CGT de Bagnolet/Les Lilas souhaite attirer votre attention sur une difficulté que rencontrent les usagers et, notamment les personnes âgées, à la station de Métro Galliéni.

En effet, depuis plusieurs semaines, les rames de métro arrivant au terminus de la ligne 3 se garent, à de très nombreuses reprises, du côté du quai de départ, sur la gauche, là où il n'existe pas d'escalators pour la sortie, lesquels sont situés sur le quai d'arrivée à droite.

C'est particulièrement pénible pour les personnes âgées ainsi que les personnes handicapées qui n'ont d'autre choix que de monter à pied les escaliers pour sortir de la station.

Nous sommes conscients que le fait que le métro s'arrête sur le quai de droite ou de gauche est dépendant de conditions de service.

Toutefois, nous souhaitons vous alerter sur cette situation préoccupante avec l'espoir qu'il sera possible de régler techniquement le problème.

Dans l'attente d'une réponse que nous souhaitons favorable,

Veillez croire, Monsieur le Président Directeur Général, en l'assurance de notre considération distinguée.

Le Collectif retraités

PS : Copie de cette lettre est transmise à la CGT RATP et à Madame Valérie PECRESSE, Présidente d'Ile-de-France France Mobilités.

13, rue Pierre & Marie Curie - 93170 BAGNOLET
Prise de rendez-vous pour les permanences :
Portable : 06 65 49 50 25 - Tél : 01.43.63.58.32 - 01.43.60.55.36 - Fax : 01.43.60.50.51 -
Email : cgt.bagnolet@free.fr - tresorerie@ulcgt-bagnolet.fr

sommaire



LE POUVOIR VIVRE EN BAISSÉ

La mobilisation très large des retraité.es devient une nécessité P. 2 et 3



AIDES A DOMICILE
Encore des attaques contre les personnes âgées P. 3



LECTURE

La grève en sera le principal outil, soutenu par un mouvement populaire sans précédent. 24 auteurs + texte de Prévert, préface de Pierre Caillaud-Croizat P. 4

Le pouvoir vivre décemment en baisse

PENSIONS-RETRAITES : AGISSONS ENSEMBLE !

Avec une augmentation des retraites de base de 0,9 % au 1er janvier 2026 (au titre de l'inflation de l'année 2025) et de 0 % de la complémentaire retraite AGIRC-ARRCO, décidé par l'organisme le 1er novembre 2025, les retraité.es sont particulièrement impactés par une baisse de leur pouvoir d'achat. Patronat, politiciens et pseudos experts, voudraient nous faire croire que les retraité-es sont non seulement privilégié.es, mais aussi responsables du déficit de la France.

La réalité est que 60 % des 17 millions de retraité-es touchent moins que le Smic (1 812 €), que 30 % d'entre eux/elles sont en dessous de 1 000 €, dont 74 % sont des femmes.

Le Medef qui donne des signes de rapprochement avec l'extrême droite, se dit disponible pour discuter d'une éventuelle augmentation en 2027 de l'Agirc-Arrco, en échange d'une réduction de 1 milliard pour les indemnités chômeurs. La division des travailleurs ça suffit !

Chantage inacceptable

Ce chantage est inacceptable, pas question d'enfoncer encore des travailleurs sans emplois, qui sont victimes des plans de licenciements et des délocalisations, pas question d'attendre 2027 et d'accepter « l'année blanche »

sur la complémentaire en 2026 pour les retraité.es. Les négociations doivent obliger le patronat à revenir sur sa position. Pour 2026. La direction de l'organisme qui se veut paritaire est en fin de compte visiblement aux mains du patronat. L'AGIRC-ARRCO fait ce chantage au détriment de 13 millions de retraités qu'elle a en charge.

Les pensions que doit verser la complémentaire représentent entre 20 et 60% du montant des pensions.

L'autre partie des pensions est principalement versée par la CNAV. Ne pas avoir voulu augmenter les pensions est inadmissible, puisque les réserves de l'organisme sont le double des versements possibles. Pour celles et ceux qui sont autour de 50% de leur pension complémentaire, c'est un coup dur qui s'ajoute à l'augmentation modique du début d'année.

Mobilisation de toutes et tous

La mobilisation de toutes et de tous est indispensable et pas seulement ceux du privé puisque **40% des fonctionnaires sont des polyensionné.es**, notamment du fait de leur pas-

sage dans des entreprises privées avant d'être fonctionnaires et des pensions de réversion.

La décision d'actions communes et unitaires le 14 octobre 2026, jour du CA de l'AGIRC-ARRCO est donc retenue, notamment à Paris devant le siège.

La mobilisation ne s'arrêtera pas là, puisque, **qu'une manifestation nationale à Paris est décidée**

La décision d'organiser unitairement une grande journée de manifestation à Paris des retraité.es de toute la France, mi-novembre 2026 est retenue, **(les contacts avec l'ensemble des Organisations syndicales de retraité.es vont avoir lieu, au-delà des organisations habituelles)**, avec l'objectif qu'elles nous rejoignent.

De l'argent il y en a, mais il est capté par les actionnaires au détriment de l'économie de notre pays, avec l'aide et la bénédiction du gouvernement.

Le coup de l'énergie

Le groupe Total a annoncé avoir fait 5,9 milliards de bénéfice au premier trimestre. Cette augmentation de bénéfice a été

en grande partie faite sur la revente de carburant acheté à des montants bien inférieurs et revendu au prix fort. C'est du vol organisé. L'Etat ferme les yeux, voire le justifie, au nom de la liberté d'entreprendre. Les actionnaires du groupe se frottent les mains. Fin mai, le groupe

vient d'annoncer la suppression de 1500 emplois, jusqu'où l'Etat va-t-il encourager de telles pratiques ? Rien ne changera sans une mobilisation populaire, il est grand temps de l'organiser.

Pour l'Europe et la France ce n'est pas un défaut d'approvisionnement, seuls 3,8% des importations des pays européens transitent par le détroit d'Ormuz. Le stock de carburant en France est estimé à un an de consommation. Les prix de l'énergie électrique s'envolent également par la décision de l'Europe d'obliger les Etats membres de s'aligner sur celui du gaz, en bourse, qui s'est envolé avec la spéculation au début de la guerre en Ukraine, les factures n'ont rien à voir avec le prix réel de l'électricité.

L'économie du pays est aussi fortement impactée par la guerre décidée par Trump et Netanyahu au Moyen Orient. Cela a des répercussions sur l'économie mondiale, en plus des morts, la guerre est nuisible pour tous les peuples.

Le gaz a augmenté de 15% au 1er mai, c'est-à-dire que les



factures de chauffage vont gonfler et on annonce une augmentation de 7,4% au 1er juillet.

Depuis 2021, le prix du gaz pour les ménages a augmenté en moyenne de 22,3 % par an, celui de l'électricité à augmenté de 140% en 20 ans !

Le gouvernement veut économiser 5 milliards sur le dos des retraité.es

Tous les prix augmentent, le pétrole étant au cœur de toute l'économie. L'inflation repart à plus de 2 % aujourd'hui et les retraites diminuent.

L'intention du gouvernement est claire : Gel des pensions de base d'ici 2030, en essayant de diviser les retraité.es entre eux- Suppression de l'abattement fiscal de 10 % qui toucherait 11 millions de retraité.es, ils ont déjà tenté de le faire l'an passé + augmentation de la CSG.

Dans le même temps à la Bourse, les actionnaires se sont partagés 107 milliards de dividendes à l'exercice de 2025. Le gouvernement étudie comment donner encore plus aux entreprises bénéficiant prioritairement aux grands groupes.

L'Union Confédérale des Retraité.es-CGT s'oppose à toute diminution du pouvoir d'achat des retraité.es et revendique une revalorisation immédiate de toutes les pensions de 10 %, comprenant les pertes cumulées depuis 2020 et augmentation des minimas de pensions de 300 €.

A la rentrée, les retraités CGT vont faire signer une pétition, il est indispensable que celle-ci soit proposée à tous les retraité.es pour que nos/leurs revendications soient entendues. De l'argent, il y en a dans les poches du patronat, qui a bénéficié de 211 milliards d'aide sans contrepartie, une enquête sénatoriale l'a confirmé.

Il faut donc s'organiser et se rassembler pour demander notre dû. Celles et ceux qui doutent encore de la nécessité de se syndiquer une fois en retraite doivent voir que leur rôle est indispensable pour défendre ses droits



Congrès de la CGT

Début juin le congrès confédéral de la CGT s'est tenu. 50% des 1000 congressistes participaient à leur premier congrès national. Les médias – et particulièrement ceux de Bolloré - ont été très discrets sur le congrès. Les délégué.es de tout le pays ont validé les orientations favorisant les pistes de rassemblements pour contrer les mauvais coups la casse des conquits sociaux et l'exploitation que nous subissons. 71 délégations étrangères étaient présentes, avec de nombreuses confédérations syndicales nationales et internationales. La CGT progresse en nombre d'adhérents et son bilan notamment avec la lutte pour une autre réforme des retraites et contre l'extrême droite qui est l'allié objectif du patronat. Un très grand millésime syndical. Une direction renouvelée, Sophie Binet a été réélue avec 90 % des suffrages.

Le patronat à toujours divisé les travailleurs, il partage et s'appuie sur l'extrême droite de nombreuses positions, un coup c'est les immigrés, ensuite les chômeurs. Le RN refuse l'augmentation du SMIC et déclare aujourd'hui qu'il n'y a pas d'âge pour prendre sa retraite (bien sûr), il s'attaque au social. Il prône plus d'aides pour les patrons, il participe à leurs réflexions. Il est un danger pour travailleurs les démocrates et les citoyens.

Aide à domicile, encore un mauvais coup

Les conditions d'exonération des cotisations patronales pour les aides à domicile, jusque-là applicables à partir de 70 ans passent à 80 ans à partir du 1er janvier 2026 en vertu d'un décret du 8 avril 2026.

Le gouvernement entend « recentrer cet avantage sur ceux qui en ont le plus besoin ». Comme si les bénéficiaires étaient responsables du soi-disant déficit de la Sécurité Sociale alors que d'énormes cadeaux sont faits aux multinationales au nom de l'emploi sans qu'aucun contrôle ne soit effectué.

Il y a lieu de s'inquiéter. Le reste à charge est évalué à 10 à 15 % selon les situations.

Certaines personnes concernées ont d'ores et déjà décidé de renoncer à ces services. D'où un risque d'augmentation du chômage dans un secteur où les em-

ployeurs ont déjà du mal à recruter compte tenu des faibles salaires, des conditions de travail et des contrats de travail le plus souvent précaires. Le risque est également grand de voir se développer le travail au noir.

L'argument selon lequel l'espérance de vie en bonne santé augmente est scandaleux. Non seulement il faut travailler plus longtemps, au risque de voir cette espérance diminuer, mais il faudrait attendre que l'état de santé des personnes âgées soit complètement dégradé pour leur venir en aide. Ne vaudrait t'il pas mieux considérer ces aides comme des mesures de prévention ? Guérir le mal plutôt que de le prévenir risque de coûter encore plus cher et s'oppose au maintien à domicile le plus longtemps possible.

Il est vrai qu'en matière de prévention d'autres atteintes sont aussi en vigueur,

tel le test de dépistage du cancer colorectal et le test du cancer du sein qui ne sont offerts que jusqu'à 74 ans, et le test du cancer de l'utérus jusqu'à 65 ans. Et pourtant ces types de cancers peuvent survenir plus tardivement

La logique gouvernementale est de nous faire payer le peu de choses auxquelles nous avons droit plutôt que de faire payer les riches.

C'est pourquoi la CGT se bat pour la défense de la Sécurité Sociale et contre les multimilliardaires qui sont les vrais privilégiés.

Le jour où nous confectionnons ce journal, les salarié.es de l'EHPAD « Résidence Marie » sont en grève chaque jour, tout en assurant la sécurité des pensionnaires, contre le harcèlement de la direction et contre la diminution des rations aux résidents, soutenez-les !

LECTURE :

Pour toujours les camarades !



Mai 1936, c'est le choc pour la bourgeoisie : la coalition de gauche composée des communistes, socialistes et radicaux remporte

les élections législatives. C'est l'espoir dans la classe ouvrière héritière des grandes luttes sociales, inspirées par la Commune de Paris, qui compte bien pousser le gouvernement modéré de Léon Blum à instaurer des réformes sociales de rupture. La grève en sera le principal outil, soutenu par un mouvement populaire sans précédent. Dans la lutte et dans la joie, les conquêtes sociales seront arrachées au patronat : semaine de quarante heures et congés payés. Dans le même temps, l'Espagne se dotant elle aussi d'un gouvernement de Frente Popular sera poussée à la guerre par un coup d'État auquel la classe ouvrière française répondra par un envoi massif de volontaires au sein des Brigades Internationales. Le sort de l'Europe et du monde se joue ici et là face à la montée des fascismes. L'embellie du Front Populaire durera deux années et reste aujourd'hui un marqueur pour la gauche,

dont les conquêtes sociales issues du Conseil national de la Résistance en sont la continuité. Pour toujours les camarades ! rend hommage aux militants du Front populaire et aux grèves, revient sur la guerre d'Espagne, s'attarde sur des figures féminines telles Louise Weiss, Gerda Taro ou Martha Desrumaux, prend le pouls des patrons, vous plonge dans une usine de soie et une imprimerie, revient sur des acteurs de cette période, de Marceau Pivert à Léon Blum et Maurice Thorez. Ce recueil, richement illustré d'une centaine de dessins et documents souvent originaux, est un nouveau pavé de la collection Noires Nouvelles !

Auteurs : Patrick Amand - Ludivine Bantigny - Laurence Biberfeld - Sylvie Callet - Thomas Cantaloube - Marek Corbel - Alexandre Courban - Didier Daeninckx - Sylvain David - Emmanuel Defouloy - Pierre Dareville ...



Les retraités CGT de Bagnolet/Les Lilas, sur les traces de la Commune de Paris au Père Lachaise en mai. Sourires, même sous la pluie

Vous pouvez participer aux actions et activités du collectif CGT des retraités de Bagnolet/les lilas. Rejoignez-nous, une réunion par mois à la Bourse du Travail de Bagnolet, on vous attend. Ne laissons pas les milliardaires nous plumer, ensemble on est plus forts

ABONNEZ-VOUS !

Vie nouvelle

fait pour et par des retraités-es

Les milliardaires s'accaparent la presse pour vous influencer. Lisez un magazine qui informe véritablement et vous ouvre vers des horizons divers

16€*Tarif annuel*Offre réservée aux nouveaux abonnés
Abonnez-vous et/ou parrainez un-e ami-e ! www.ucr.cgt.fr

Nom et prénom
Adresse:.....
.....
Ancienne profession

Renvoyez ce bulletin accompagné du règlement (16 €) à Vie nouvelle, 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite prendre contact ou me syndiquer

Nom.....Prénom.....Tel.....
Adresse
e-mail